



Mission régionale d'autorité environnementale
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

Décision n° CE-2023-3535
de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
Provence-Alpes-Côte d'Azur
après examen au cas par cas de la
modification du plan de prévention des risques d'incendie de forêt du
massif des Monts de Vaucluse Ouest pour la commune
de Cabrières-d'Avignon (84)

n°saisine CE-2023-3535

N°MRAe 2023DKPACA25

Le Président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA ;

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 à R.122-24 ;

Vu le décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) ;

Vu l'arrêté du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret 2021-1345 du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques nouvelles ;

Vu les arrêtés du ministère de la Transition écologique des 6 avril 2021 et 19 juillet 2023 portant nomination de membres de Missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision de la MRAe du 21 septembre 2023 portant délégation à Philippe Guillard, président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA, Jean-Michel Palette, Jean-François Desbouis, Sandrine Arbizzi, membres de l'IGEDD, pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas relevant du Code de l'urbanisme ou du Code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro CE-2023-3535, relative à la modification du plan de prévention des risques d'incendie de forêt du massif des Monts de Vaucluse Ouest pour la commune de Cabrières-d'Avignon (84) déposée par la Direction départementale des territoires de Vaucluse, reçue le 25/09/23 et les compléments reçus le 24/10/2023 et le 06/11/2023;

Considérant que la commune de Cabrières-d'Avignon d'une superficie de 15 km², compte 1 845 habitants (recensement 2020) ;

Considérant que le plan de prévention des risques d'incendie de forêt (PPRif) du massif des Monts de Vaucluse Ouest a été approuvé le 3 décembre 2015 ;

Considérant que la modification du PPRif consiste à reclasser trois parcelles cadastrales du quartier des Clapes de la commune de Cabrières-d'Avignon, d'une surface de 0,8 ha, de zone « *rouge projet* » (Rp) inconstructible, en zone bleue constructible B1 (zones déjà urbanisées et où les moyens de protection sont suffisants) ;

Considérant que le secteur concerné avait été identifié au moment de l'élaboration du PPRif comme pouvait faire l'objet d'une urbanisation complémentaire, sous réserve de la mise en place de moyens de protection contre l'incendie suffisants et avait été identifié à cet effet en tant que « *Zone rouge de projet* » ;

Considérant que la zone Rp¹ du secteur de projet est caractérisée par un aléa de feu de forêt moyen à très fort, dans lequel l'ampleur des phénomènes ne permet pas de défendre les unités foncières

1 Selon le règlement, la zone RP, « correspondant à un aléa de feu de forêt moyen à très fort, dans lesquels l'ampleur des phénomènes ne permet pas de défendre les unités foncières intéressées, [...] où un projet d'urbanisation nouvelle ou de complément d'urbanisation pourra être réalisé à l'issue de la réalisation d'équipements publics de défense suffisants pour assurer la sécurité des constructions à implanter... », ceci après une modification du PPRif ;

intéressées, et que la zone B1² est caractérisée par un aléa feu de forêt fort à très fort et sa défense en cas d'incendie est assurée par des équipements publics existants ;

Considérant que cette modification induit la modification du plan de zonage et la mise à jour de la carte des moyens de protection ;

Considérant que les trois parcelles sont classées au plan local d'urbanisme approuvé de 2019 de Cabrières-d'Avignon en zone urbaine à vocation d'habitat peu dense (UD) dont deux d'entre elles sont déjà construites ;

Considérant que selon le dossier, le secteur de projet dispose dorénavant des moyens de défendabilité nécessaires et validés par le SDIS³ de Vaucluse pour être reclassé en zone B1 du PPRif, ceux-ci comprennent :

- une voie de 5 m de large desservant les trois parcelles du secteur de projet se terminant par une aire de retournement ;
- le repositionnement d'un poteau d'incendie situé de l'entrée de cette voie et disposant de débit et de pression suffisantes ;

Considérant que le projet de modification du PPRif ne modifie ni la carte des aléas, ni la carte des enjeux ;

Considérant que selon le dossier, la réalisation de ces ouvrages et équipements sus-cités améliore la défendabilité des trois parcelles en cas d'incendie et apporte une amélioration de la sécurité des habitants de ce quartier ;

Considérant que le projet de modification du PPRif ne prescrit pas et n'autorise pas de travaux d'aménagement, de voirie ou de réseau ;

Considérant que le projet de modification du PPRif ne modifie pas les prescriptions en matière d'obligations légales de débroussaillage en vigueur sur le territoire de la commune ;

Considérant que la zone rouge projet (Rp) résiduelle du quartier des Clapes d'environ 1,6 ha est maintenue inconstructible (classée zone naturelle du PLU) ;

Considérant que selon le dossier, la modification du PPRif maintient l'interdiction de la construction en milieu boisé dans les zones d'aléas fort à très fort non défendables et n'aura qu'un impact très réduit sur les milieux naturels ;

Considérant par conséquent qu'au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, de l'article R122-18 du code de l'environnement, et de l'ensemble des éléments fournis par la personne publique responsable, la modification du plan de prévention des risques d'incendie de forêt du massif des Monts de Vaucluse Ouest pour la commune de Cabrières-d'Avignon n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences dommageables significatives sur la santé humaine et l'environnement.

2 Selon le règlement, la zone B1, « où l'aléa feu de forêt fort à très fort interdit l'extension des zones déjà construites mais dont le nombre et la répartition des bâtiments existants initialement sont tels que leur défense en cas d'incendie est assurée par des équipements publics existants à la date d'approbation du PPRIF ».

3 Service départemental d'incendie et de secours

DÉCIDE :

Article 1

Le projet de modification du plan de prévention des risques d'incendie de forêt du massif des Monts de Vaucluse Ouest pour la commune situé sur la commune de Cabrières-d'Avignon (84) n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification du plan de prévention des risques d'incendie de forêt du massif des Monts de Vaucluse Ouest pour la commune de Cabrières-d'Avignon (84) est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

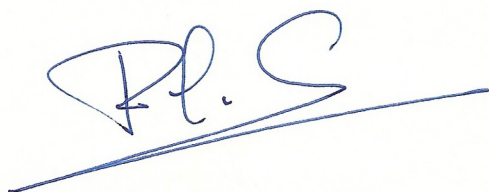
La présente décision sera mise en ligne sur le site de la MRAe.

Par ailleurs, la présente décision est notifiée au pétitionnaire par la MRAe.

Elle devra, le cas échéant, figurer dans le dossier soumis à enquête publique ou mis à la disposition du public.

Fait à Marseille, le 15 novembre 2023

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,
Philippe GUILLARD, président de la MRAe PACA



Les recours sont formés dans les conditions du droit commun.

Le recours administratif doit être formé dans un délai de deux mois suivant la notification ou la mise en ligne de la présente décision.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le président de la MRAe PACA

MIGT Marseille

16 rue Zattara

CS 70248

13331 Marseille Cedex 3

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.